

L'impact risqué d'une erreur de communication

GUILLAUME TABARD

Manuel Valls a le droit d'aimer le foot. Il est compréhensible qu'il soutienne le Barça, l'équipe de sa ville natale. Il est normal que pour ses déplacements, et notamment pour des raisons de sécurité, il utilise les moyens prévus selon les règles établies, en l'occurrence l'avion de la flotte présidentielle et ministérielle. Il est légitime qu'un chef du gouvernement bénéficie de parenthèses de détente dans un emploi du temps chargé. Il n'est pas forcément choquant qu'il ait été accompagné de deux de ses fils dès lors que leur trajet n'a généré aucun frais supplémentaire pour l'État.

Pourtant, trois jours après, l'équipée berlinoise continue de susciter la polémique. Difficile de l'imputer à l'opposition qui, hormis une ou deux réactions, s'est interdit de s'emparer de cette affaire. Et c'est presque pire pour Manuel Valls, qui n'est jamais aussi à son aise que dans le choc frontal et la riposte. Dans cette affaire, il ne peut pas s'en prendre à un adversaire qui aurait cherché à le déstabiliser ; il ne peut s'en prendre qu'à lui-même et à cette accumulation de petits ratés qui le mettent en position de faiblesse sur ce dossier. Car si l'on absout le premier ministre de toute faute morale, il reste coupable d'erreurs de communication qui ne lui ressemblent pas.

La première est le flottement de sa ligne de défense. Une fois, il brandit une nécessité professionnelle, une rencontre avec l'UEFA pour préparer l'Euro 2016 ; une autre, il invoque le droit à « *un moment de détente, de temps en temps* » pour un responsable « *qui travaille beaucoup* ». Depuis lundi, il s'en tient à la première version, celle de l'impératif professionnel ; c'est celle qui a été relayée par les (rares) élus qui sont montés au créneau pour le soutenir et que l'UEFA a fini par valider. Mais le mal est fait. Le manque de constance dans l'argumentation crée le doute et donc le sentiment que Manuel Valls n'est pas parfaitement au clair. Plutôt que d'assumer la version la plus plausible - le droit à la détente - il s'est enfermé dans la version la moins crédible, celle d'une rencontre officielle qui n'était pourtant pas inscrite à son agenda.

La seconde erreur du premier ministre est de ne pas maîtriser la communication sur cette affaire. Il a chaque fois un temps de retard sur les révélations. C'est par la presse qu'on apprend les conditions du voyage à Berlin, puis son coût, puis la présence de ses fils, puis l'absence de réunion de l'UEFA... Or celui qui est au centre d'une polémique est toujours perdant quand celle-ci bascule dans le feuilleton à rebondissements. Le propre d'une gestion de crise efficace est de prendre les devants, d'anticiper le coup d'après, de communiquer soi-même les informations afin d'en faire une preuve de transparence et d'éviter qu'elles vous soient opposées comme autant de preuves de dissimulation.

Il est surprenant que ce soit Manuel Valls, expert si l'en est de la communication politique, par formation, par tempérament, par flair, qui se prenne les pieds dans une histoire qui aurait dû faire « *pschitt* », comme aurait dit Jacques Chirac. Contraignant le président de la République à intervenir pour le couvrir. Il est surprenant que le premier ministre n'ait pas mesuré qu'un tel épisode risquait d'alimenter bien des soupçons sur la déconnexion des responsables politiques de la vie réelle. C'est en termes d'image surtout que cet aller-retour à Berlin risque de coûter à Manuel Valls.

Voyage à Berlin : Valls en pleines turbulences

Avec deux de ses fils, le premier ministre a fait un aller-retour en avion depuis Poitiers pour la finale de la Ligue des champions.

JULIEN CHABROUT Manuel Valls, mardi, à l'Assemblée Nationale.

EXÉCUTIF Très soucieux de sa communication, Manuel Valls n'a cette fois pas anticipé la polémique. Objet de la discorde : le déplacement du premier ministre en Falcon gouvernemental en Allemagne samedi. Venu au congrès du PS à Poitiers, le chef du gouvernement a quitté l'événement pour assister à la finale de la Ligue des champions de football, à Berlin en soirée, entre le FC Barcelone, le club de sa ville natale, et la Juventus de Turin. Un aller-retour rapide : dimanche matin, il était déjà revenu à Poitiers pour suivre le discours du premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis.

Samedi après-midi, le premier ministre a justifié son déplacement en Allemagne devant quelques journalistes à Poitiers. « *Je vais à Berlin à l'invitation de Michel Platini qui est le président de l'UEFA. Nous aurons une rencontre avec les dirigeants de l'UEFA pour une réunion d'organisation sur l'Euro puisque dans un an nous accueillons l'Euro de football. J'assisterai à un beau match de football* », a-t-il déclaré. Lundi, en marge du sommet du G7 en Allemagne, François Hollande était lui-même monté au créneau pour défendre Manuel Valls. « *Le premier ministre avait une réunion avec l'UEFA* », a-t-il expliqué. Problème : un porte-parole de l'UEFA assure par mail au *Canard enchaîné* daté de mercredi qu'aucune réunion n'a été prévue le soir de la finale. Selon un porte-parole de l'UEFA cité par l'AFP, Manuel Valls était toutefois bien à Berlin à l'invitation de Michel Platini pour assister à la finale « *et pour parler de l'Euro 2016 de football* ».

Le sens des réalités

Dimanche après-midi, Manuel Valls avait pris soin de souligner le côté récréatif du déplacement. « *Je travaille beaucoup, je m'engage beaucoup. Et puis de temps en temps, il y a aussi un moment de détente, même s'il y a de la tension et de la passion dans le sport* », avait-il expliqué depuis Roland-Garros où il assistait à la finale du tournoi de tennis. Mais ses déclarations n'ont pas fait taire la polémique. Lundi, le maire MoDem de Pau François Bayrou regrettait ainsi que « *les hommes politiques en fonction perdent le sens des réalités* ».

L'affaire est même repartie de plus belle mardi. Cette fois, c'est la révélation de la présence de deux des fils de Manuel Valls lors de l'aller-retour à Berlin, en plus de la « *délégation incompressible* », **qui a suscité des critiques**. Selon un proche de Valls, le Falcon de dix places comptait à son bord plusieurs officiers de sécurité, un médecin, un aide de camp et une personne chargée des transmissions. « *La présence des enfants dans l'avion n'ajoute strictement rien au coût de l'affrètement* » de l'appareil, a assuré l'entourage de Valls. Selon Matignon, le coût d'une heure de vol dans un Falcon du gouvernement avoisine « *3 000 à 4 000 euros* ». Ce qui mettrait donc l'escapade berlinoise autour de 12 000 à 15 000 euros.

« *Il faut qu'il rembourse ce déplacement privé. Rendez l'argent à l'État, Monsieur Valls* », a pour sa part accusé le député européen les Républicains Renaud Muselier alors que les moyens de l'État ont été utilisés pour le déplacement, tandis que l'aller-retour Paris-Poitiers a été payé par le parti, selon une source proche du PS. Une demande elle aussi formulée mardi par le trésorier des Républicains, le député Daniel Fasquelle. « *La nouvelle du jour avec ses deux enfants, si elle se vérifie, ça commence à faire beaucoup* », a pour sa part estimé mardi le député LR Benoist Apparu, présageant que « *ça commence à sentir un peu plus le roussi* » pour le chef du gouvernement. Au PS, en revanche, on défend le premier ministre. « *C'était une visite officielle, cela a été confirmé par le président de la République* », a souligné au « *Talk Le Figaro* » la porte-parole du parti Corinne Narassiguin, pour qui « *le sujet est clos* ».